RAPPORT ANNUEL 2018-2019

Council of Canadian Academies | Conseil des académies canadiennes

LES ACADÉMIES

La Société royale du Canada (SRC)

Fondée en 1882, la SRC comprend des académies des arts, des lettres et des sciences, ainsi que le tout premier organisme canadien de reconnaissance multidisciplinaire destiné à la nouvelle generation d'intellectuels canadiens, le Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science. La SRC a pour mission de reconnaître l'excellence dans le savoir, la recherche et les arts, de conseiller les gouvernements et les organismes ainsi que de promouvoir une culture du savoir et de l'innovation au Canada et en partenariat avec d'autres académies nationales dans le monde.

L'Académie canadienne du génie (ACG)

L'ACG est l'organisme national par l'entremise duquel les ingénieurs les plus chevronnés et expérimentés du Canada offrent au pays des conseils stratégiques sur des enjeux d'importance primordiale. Fondée en 1987, l'ACG est un organisme indépendant, autonome et à but non lucratif. Les Fellows de l'ACG sont nommés et élus par leurs pairs en reconnaissance de leurs réalisations exceptionnelles et de leurs longs états de service au sein de la profession d'ingénieur. Les Fellows de l'ACG s'engagent à faire en sorte que les connaissances expertes en génie du Canada soient appliquées pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS)

L'ACSS souligne l'excellence en sciences de la santé en nommant des membres reconnus pour leurs realisations exceptionnelles en sciences de la santé au Canada et pour leur volonté de servir le public canadien. L'Académie produit des évaluations pertinentes, étayées et impartiales et recommande des solutions stratégiques et pratiques au regard de questions touchant la santé des Canadiens. Fondée en 2004, l'ACSS nomme de nouveaux membres chaque année. L'organisme est dirigé par un conseil des gouverneurs, dont les membres sont bénévoles, et un conseil de direction.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 3

MESSAGE DES PRÉSIDENTS DES ACADÉMIES 4

À PROPOS DU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES 5

L'ANNÉE EN REVUE 6

CALENDRIER DE PUBLICATION DES ÉVALUATIONS 8

ÉVALUATIONS TERMINÉES 9

ÉVALUATIONS EN COURS 16

ANNEXE 1 :
PROFIL DE L'ORGANISME 18

ANNEXE 2 :
CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL 20

ANNEXE 3 :
MEMBRES DES COMITÉS D'EXPERTS 23

ANNEXE 4 :
ÉTATS FINANCIERS 31

CCA | CAC

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La dernière année du CAC fut particulièrement chargée, avec la publication de cinq évaluations, le lancement de quatre nouvelles évaluations ainsi que le départ et l'arrivée de plusieurs membres du conseil d'administration du CAC et de son comité consultatif scientifique.

Il convient particulièrement de souligner le départ de Margaret Bloodworth, C.M., qui a, pendant près de sept ans, démontré un leadership admirable en tant que présidente du conseil d'administration. Nous saluons aussi le départ de : Linda Rabeneck, MACSS; Lydia Miljan et Tom Brzustowski, O.C. MSRC, et nous accueillons de nouveau au conseil d'administration Jeremy McNeil, O.C. MSRC, professeur à l'Université Western et président désigné de la Société royale du Canada. Le comité consultatif scientifique a accueilli les nouveaux membres suivants : Chris McDonald, de l'Université Ryerson; Karen Bakker, de l'Université de la Colombie-Britannique; Jeffrey A. Hutchings, MSRC, de l'Université Dalhousie; et Gilles G. Patry, C.M., O.Ont., FACG, du regroupement U15.

Le succès du CAC ne serait pas possible sans la participation active des présidents et membres de ses comités d'experts ainsi que des pairs examinateurs, qui ont à cœur les sujets traités et qui donnent bénévolement de leur temps pendant des mois pour réaliser les évaluations. Ils sont largement reconnus pour leur savoir et leur objectivité à l'avant-garde mondiale. La supervision de la stratégie globale et des activités du CAC ne serait pas non plus possible sans le leadership de ses académies fondatrices, la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé, qui sont toutes trois bien représentées au sein du conseil d'administration et du comité consultatif scientifique du CAC, ainsi que sur ses comités d'experts et ses valeureuses équipes de pairs examinateurs. Je tiens à les remercier toutes pour leur contribution.

Nous sommes également ravis du processus actualisé de collaboration avec le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, qui assurera au CAC un flux régulier de questions d'évaluation de haute priorité et qui encouragera d'autres commanditaires à lui demander des évaluations. Cela ne pouvait tomber à un meilleur moment, surtout que les données probantes objectives et indépendantes sont de plus en plus reconnues comme un outil essentiel pour l'élaboration de politiques publiques judicieuses.

C'est avec enthousiasme que nous abordons la prochaine année et que nous continuerons d'évaluer les données et les connaissances disponibles afin d'éclairer les politiques publiques et la prise de décisions au Canada.

David Dodge, O.C., MSRC
Président, conseil d'administration

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Avec la publication de ce rapport annuel, le Conseil des académies canadiennes (CAC) conclut sa 14e année de fonctionnement, une réalisation remarquable pour une organisation faisant le lien entre la science et les politiques publiques au service du gouvernement. Le secret de sa longévité? Maintenir le cap. Son travail ne vise qu'un seul objectif : évaluer les données probantes pour éclairer les décisions. Depuis son tout premier rapport, *L'État de la science et de la technologie au Canada* (2006), le CAC a maintenant produit plus de 50 évaluations sur des sujets aussi divers que les défis qui se présentent au Canada : les changements climatiques, la santé, la recherche et l'innovation, l'énergie et la sécurité publique.

Le travail mené par le CAC au cours de la dernière année reflète cette diversité. Il a publié *Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada* (2018); *Améliorer l'innovation grâce à de meilleures pratiques de gestion* (2018)*; Vers la paix, l'harmonie et le bien-être : Les services de police dans les communautés autochtones* (2019); *Plus grand que la somme de ses parties : Vers une gestion intégrée des ressources naturelles au Canada* (2019); et *Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada* (2019). Chacune de ces évaluations a été réalisée en utilisant l'approche bien établie du CAC, qui consiste à réunir des experts et des données probantes pour répondre à des questions qui sont importantes pour le Canada.

C'est également en 2018-2019 que le CAC s'est attaqué à ce qui constitue sans doute sa plus vaste et complexe évaluation : *L'aide médicale à mourir (AMM)*. À la demande de Santé Canada ainsi que de Justice Canada et du bureau de la procureure générale, le CAC a réuni 43 experts du monde entier, présidés par Mme Marie Deschamps, ancienne juge de la Cour suprême du Canada, pour examiner trois sujets épineux non couverts par la législation canadienne actuelle sur l'AMM. Les rapports, L'état des connaissances sur l'aide médicale à mourir pour les mineurs matures, *L'état des connaissances sur les demandes anticipées d'aide médicale à mourir,* et *L'état des connaissances sur l'aide médicale à mourir lorsqu'un trouble mental est le seul problème médical invoqué* ont été déposés au Parlement en décembre 2018. Ce fut un honneur pour le CAC de se voir confier l'évaluation d'un sujet qui soulève des questions aussi profondes pour les Canadiens.

À l'aube de sa 15e année, le CAC a déjà entrepris quatre nouveaux projets. Il évalue des questions qui se rapportent aux laboratoires fédéraux et à l'infrastructure connexe; aux incidences sociales et économiques de la résistance aux antimicrobiens; à la transition des nouveaux titulaires de doctorat vers le marché du travail; ainsi qu'aux incidences, aux possibilités et aux défis associés à l'émergence des véhicules connectés et automatisés. Toute cette activité est soutenue par le personnel professionnel de chercheurs du CAC, qui travaille côte à côte avec les comités d'experts pour produire des évaluations de classe mondiale qui ont une importance particulière pour le Canada. Autres innovations et nouvelles à surveiller : le site Web du CAC a été remodelé afin que les gens puissent plus facilement trouver ses travaux et suivre l'évolution des évaluations qui les intéressent. Au cours de la prochaine année, davantage d'outils de visualisation des données seront fournis dans les rapports et en ligne, et du contenu sera spécialement créé pour accroître l'utilité concrète des travaux du CAC et pour mieux mobiliser les connaissances au profit des décideurs politiques d'Ottawa et d'ailleurs.

Nous sommes impatients d'entreprendre une autre année productive.

Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS
Président-directeur général

MESSAGE DES PRÉSIDENTS DES ACADÉMIES

Tout au long de l'histoire, des connaisseurs d'un large éventail de domaines, sur les campus et dans la société plus large, ont fourni des idées et des données qui ont servi à éclairer la pensée et la planification relatives aux grands enjeux de la société. Aujourd'hui, ce rôle est devenu plus important que jamais.

D'une part, des changements profonds et rapides soulèvent des questions de plus en plus complexes et urgentes pour lesquelles il n'existe souvent pas de réponses simples. D'autre part, on s'inquiète de plus en plus que les dirigeants de la société se trouvent dépassés par des « infox » et des « faits alternatifs » qui n'ont aucun lien avec les plus récents constats de la recherche. En effet, nous devons maintenant déployer des efforts particuliers pour faire en sorte que les débats publics soient éclairés par des interprétations et des analyses d'experts fondées sur des données probantes.

C'est pourquoi nous sommes ravis de vous présenter le 12e rapport annuel du CAC, cet organisme fondé par trois académies nationales canadiennes – l'Académie canadienne du génie, l'Académie canadienne des sciences de la santé et la Société royale du Canada – et soutenu financièrement par le gouvernement du Canada.

En s'acquittant depuis plus d'une décennie de sa mission, qui est de fournir des évaluations sur l'état actuel des connaissances en réponse à des questions posées par les ministères, le CAC est devenu un chef de file dans le monde pour ce qui est de fournir, à la demande du public, des données et des éclairages convaincants sur des sujets complexes. Cette année, les évaluations et les rapports du CAC variaient d'un examen systématique des constatations de la recherche sur l'aide médicale à mourir à un rapport sur les programmes d'enseignement postsecondaire destinés à la prochaine génération des dirigeants d'entreprises.

Comme le CAC dépend de la participation volontaire d'éminents experts, nous appuyons avec enthousiasme le rôle actif que jouent les membres et fellows des académies au sein des impressionnants comités d'experts qui mènent les évaluations du CAC. Merci mille fois à ceux et à celles qui ont donné si généreusement de leurs temps et de leur expertise, et qui ont démontré de ce fait l'utilité profonde que peut avoir l'évaluation des connaissances au regard des efforts que nous menons pour bâtir un avenir meilleur.

De même, à titre d'administrateurs du CAC, nous félicitons le personnel du CAC pour le soutien rigoureux et novateur qu'il apporte à toutes nos évaluations ainsi que pour les efforts qu'il déploie pour en assurer une large diffusion auprès non seulement des commanditaires fédéraux, mais aussi d'intervenants de partout au Canada et de l'étranger, afin qu'elles deviennent des éléments clés d'une prise de décision judicieuse.

Nous sommes impatients de continuer de collaborer à l'accomplissement de cette mission et nous vous invitons tous et toutes à participer avec nous à notre quête commune d'un avenir meilleur pour le Canada et pour le monde entier.

Dr Chad Gaffield, O.C., MSRC
Membre,
Conseil d'administration du CAC

Dr Eddy Isaacs, Ph. D., FACG
Membre,
Conseil d'administration du CAC

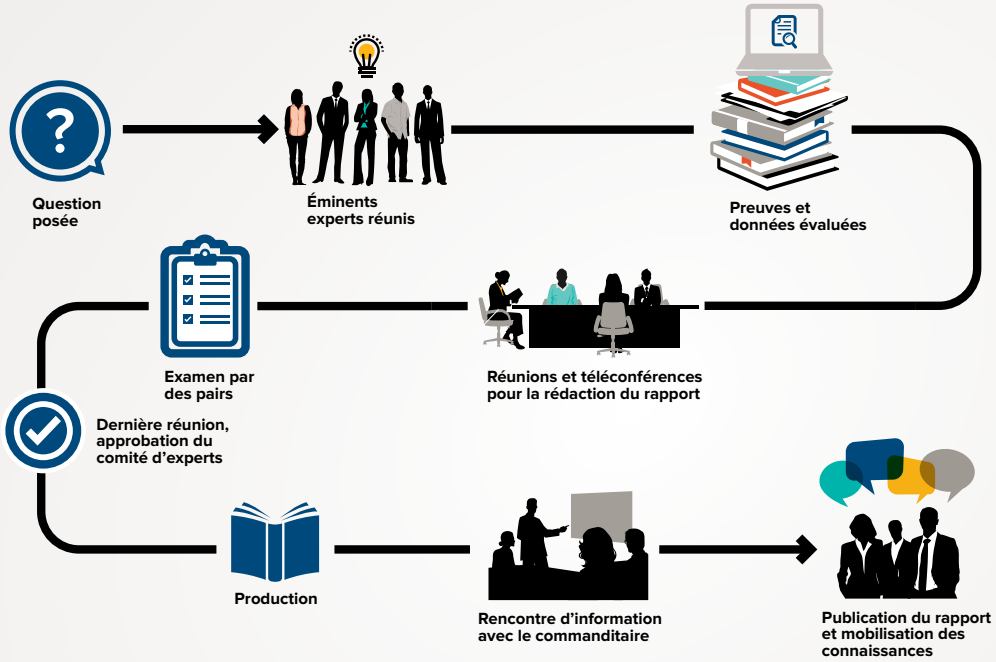
Dre Linda Rabeneck, MPH, FRCPC
Membre,
Conseil d'administration du CAC

À PROPOS DU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est un organisme indépendant sans but lucratif, qui réunit les plus éminents experts de leur domaine pour évaluer les preuves qui existent sur les questions scientifiques complexes d'intérêt public, afin d'éclairer la prise de décisions au Canada. Dirigé par un conseil d'administration et guidé par un comité consultatif scientifique et les académies, le travail du CAC a pour champ d'action la *science* au sens large, ce qui englobe les sciences naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, ainsi que le génie et les sciences humaines.

Ses évaluations sont réalisées par des comités multidisciplinaires et multisectoriels d'experts canadiens et étrangers qui lui offrent bénévolement leur temps, leur expertise et leur savoir. L'objectif premier des évaluations du CAC est d'analyser les données les plus probantes disponibles sur des questions particulièrement complexes, dont les aspects scientifiques sont peut-être difficiles à comprendre, contradictoires ou difficiles à colliger. Cela implique souvent de cerner les enjeux émergents, les lacunes dans les connaissances et la recherche, les forces du Canada ainsi que les tendances et les pratiques observées dans le monde. Une fois réalisées, les évaluations fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux chercheurs et aux parties prenantes des informations et des bases de référence de qualité qui permettent d'élaborer des politiques publiques éclairées et novatrices. Les évaluations peuvent être demandées au CAC (ou « commanditées ») par des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé ou tout ordre de gouvernement.

Le processus d'évaluation du CAC est guidé par un personnel spécialisé et s'effectue par le biais de rencontres en personne, de téléconférences et de nombreuses heures de recherche. Afin de préserver son indépendance, les commanditaires n'y participent pas, n'examinent pas les ébauches des rapports et ne peuvent proposer aucune modification aux rapports avant leur publication. Ce processus garantit l'intégrité et l'objectivité les plus totales du travail du CAC. Tous les rapports sont soumis à un examen rigoureux par des pairs et sont offerts gratuitement au public dans les deux langues officielles.



L'ANNÉE EN REVUE

2018

31 JUILLET
Le CAC publie son Rapport annuel 2017-2018

29 NOVEMBRE
Réunion conjointe du conseil d'administration et du comité consultatif scientifique du CAC

11 JUILLET
L. John Leggat, FACG, est nommé président du comité d'experts sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation

22-23 OCTOBRE
Le CAC organise un atelier d'experts pour le projet sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation

18 OCTOBRE
Améliorer l'innovation grâce à de meilleures pratiques de gestion est publié

10 AVRIL
Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada est publié

8 NOVEMBRE
Le CAC organise le panel de discussion *Retard de croissance : pourquoi le Canada éprouve-t-il des difficultés à développer des entreprises de haute technologie de calibre mondial?* à l'occasion de la 10e Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes

26 AVRIL
Le comité consultatif scientifique du CAC accueille Jackie Dawson parmi ses membres

2 OCTOBRE
Le CAC accueille deux nouveaux membres au sein de son conseil d'administration, Chantal Guay et Eddy Isaacs, FACG

30 AVRIL
Le CAC lance un nouveau projet sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation

26 OCTOBRE
Le site Web remodelé du CAC est lancé en ligne

2019

5 DÉCEMBRE
Le CAC collabore avec la Société Royale du Canada, Bibliothèque et Archives Canada, et le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour accueillir un Sommet de la recherche du G7 sur *Les institutions de mémoire à l'ère du numérique*

6 DÉCEMBRE
Le CAC souhaite la bienvenue au nouveau président de son conseil d'administration, M. David A. Dodge, ainsi qu'aux quatre nouveaux membres de son comité consultatif scientifique

12 DÉCEMBRE
Les rapports sur l'aide médicale à mourir sont publiés et déposés au Parlement

24 JANVIER
Le CAC lance un nouveau projet sur la transition des nouveaux titulaires de doctorat vers le marché du travail

7 FÉVRIER
Le CAC lance un nouveau projet sur les investissements dans l'infrastructure scientifique et technologique et souhaite la bienvenue à Wendy Watson-Wright à titre de présidente du comité d'experts

29 JANVIER
Le CAC lance un nouveau projet sur les véhicules connectés et automatisés et la mobilité partagée

Le CAC annonce son programme de stages

6 MARS
Le CAC accueille Jeremy McNeil, C.M., MSRC, à titre de membre de son conseil d'administration

4 AVRIL
Vers la paix, l'harmonie et le bien-être : Les services de police dans les communautés autochtones est publié

25 AVRIL
Plus grand que la somme de ses parties : Vers une gestion intégrée des ressources naturelles au Canada est publié

CALENDRIER DE PUBLICATION DES ÉVALUATIONS

AVRIL 2018
Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada

OCTOBRE 2018
Améliorer l'innovation grâce à de meilleures pratiques de gestion

DÉCEMBRE 2018
Aide médicale à mourir

AVRIL 2019
Vers la paix, l'harmonie et le bien-être : Les services de police dans les communautés autochtones

AVRIL 2019
Plus grand que la somme de ses parties : Vers une gestion intégrée des ressources naturelles au Canada

JUILLET 2019
Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada

AOÛT 2019
Pratiques exemplaires pour l'évaluation des propositions relatives aux investissements dans l'infrastructure scientifique et technologique

NOVEMBRE 2019
Les incidences socioéconomiques potentielles de la résistance aux antimicro-biens au Canada

AUTOMNE 2020
Transition des nouveaux titulaires de doctorat vers le marché du travail

AUTOMNE 2020
Véhicules connectés et automatisés et mobilité partagée

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2019, la rémunération s'est située dans les échelles salariales suivantes : gestionnaires du CAC (dirigeants) – président-directeur général [216 358 $ à 323 715 $]; vice-président et directeur financier [137 231 $ à 208 497 $]; directeur des évaluations [111 884 $ à 176 365 $].

2018-2019

2019-2020

2020-2021

ÉVALUATIONS TERMINÉES

RIVALISER DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALE AXÉE SUE L'INNOVATION : L'ÉTAT DE LA R-D AU CANADA

DATE DE PUBLICATION : avril 2018

COMMENDITAIRE : Innovation, Science et Développement économique Canada

QUESTION

Quel est l'état actuel de la science et de la technologie et de la recherchedéveloppement industrielle au Canada?

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Au XXe siècle, la prospérité, la compétitivité et le bien-être nationaux sont inextricablement liés à la capacité de R-D et d'innovation du pays. Le Canada est engagé dans une intense compétition internationale pour favoriser la prochaine vague de progrès de la recherche et d'innovation.

Pour demeurer compétitif dans ce paysage évolutif, le Canada a besoin d'un soutien efficace guidé par des évaluations périodiques des toutes dernières données probantes sur la performance en R-D et en innovation. Il s'agit de la quatrième évaluation de l'état de la S-T et de la R-D industrielle réalisée par le CAC.

Ce rapport a été présenté pour la première fois lors de la séance plénière de la conférence Research Money, le 10 avril 2018, aux 150 personnes présentes.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Le Canada demeure un grand contributeur mondial de la recherche et son apport est important dans un grand nombre de domaines.
- Le statut international du Canada comme pays phare de la recherche est menacé en raison d'un recul soutenu de l'investissement privé et public dans la R-D.
- Le Canada ne produit pas de la recherche à des niveaux comparables à ceux des autres grands pays dans la plupart des technologies habilitantes et stratégiques.
- La recherche canadienne est comparativement moins spécialisée et moins estimée dans des champs essentiels des sciences naturelles et du génie.
- Les dépenses dans la R-Di canadienne sont en baisse et concentrées dans des industries où la R-D est intrinsèquement moins intensive. Malgré un piètre rendement global, le Canada possède des niches de points forts en R-D dans plusieurs industries.
- Les obstacles qui se dressent entre l'innovation et la création de richesse au Canada sont plus importants que ceux séparant la R-D et l'innovation. Il en résulte une insuffisance d'entreprises technologiques en démarrage qui se développent proportionnellement et la perte de bénéfices économiques.
- Les limites des données continuent à restreindre l'évaluation de la R-D et de son excellence au Canada, particulièrement en R-D industrielle et en sciences humaines et en arts.

AMÉLIORER L'INNOVATION GRÂCE À DE MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION

DATE DE PUBLICATION : octobre 2018

COMMENDITAIRE : Innovation, Science et Développement économique Canada

Comité d'experts sur l'enseignement et la formation en gestion de l'innovation

QUESTION

Quelles sont les compétences clés requises pour gérer l'innovation? Quelles sont les pratiques exemplaires à appliquer pour enseigner ces compétences dans les écoles de gestion, les autres départements d'enseignement, les collèges, les écoles polytechniques et l'industrie?

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Le Canada regorge d'idées brutes, de personnes talentueuses et d'esprit d'entrepreneuriat. Bien que la recherche soit de calibre mondial et que les jeunes entreprises technologiques soient florissantes, peu d'entreprises croissent et arrivent à maturité au Canada. Ce cycle — inventer et vendre, inventer et vendre — permet à d'autres pays de profiter des avantages économiques et sociaux des produits, des procédés, des méthodes de commercialisation et des modèles d'affaires inventés au Canada. Pour se soustraire à ce cycle, il faudrait former des directeurs de l'innovation plus efficaces, capables de gérer systématiquement les idées en vue d'un succès commercial et de motiver les autres à réimaginer l'innovation au Canada.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Améliorer l'innovation grâce à de meilleures pratiques de gestion explore les moyens d'offrir une formation en gestion de l'innovation à une population élargie et diversifiée d'étudiants tout au long de leur carrière. Le comité d'experts recense les compétences susceptibles d'améliorer la gestion de l'innovation, décrit l'état des connaissances actuelles sur les milieux où s'enseignent efficacement ces compétences et les méthodes pédagogiques appliquées, et présente les perspectives d'avenir pour les établissements d'enseignement, l'industrie et les gouvernements. Le comité a recensé cinq compétences en gestion (CGI) associées à des directeurs de l'innovation très performants dans toute une gamme d'entreprises. Ces compétences sont :

- la recherche d'occasions,
- la commercialisation des occasions,
- la gestion d'équipes diversifiées,
- l'exploitation des écosystèmes d'innovation,
- le leadership.

Le comité a choisi de se pencher sur l'approche axée sur les compétences dans le but d'amorcer un dialogue entre les écoles de gestion, les entreprises et d'autres intervenants qui éduquent et forment les directeurs de l'innovation.

De plus, le comité d'experts est parvenu aux conclusions suivantes :

- Le fait d'offrir plus de cours de gestion de l'innovation permet de mieux préparer les étudiants canadiens au MBA à la gestion dans une économie de plus en plus axée sur l'innovation. Les programmes conjoints représentent une pratique exemplaire pour élargir l'accès à l'enseignement de la gestion de l'innovation aux étudiants en dehors des écoles de gestion.
- Les programmes spécialisés représentent une pratique exemplaire pour offrir un enseignement approfondi en gestion de l'innovation aux étudiants en milieu de carrière et une formation ciblée aux cadres en vue de l'expansion des entreprises de haute technologie.
- Les pratiques exemplaires ne sont pas largement reconnues dans le domaine de la gestion de l'innovation parce qu'il s'agit d'un domaine naissant, où l'expertise est cloisonnée. L'enseignement de la gestion de l'innovation pourrait être amélioré en créant des communautés de pratique formées d'enseignants, de chercheurs et de praticiens qui pourraient ainsi échanger, mettre en œuvre et étendre les pratiques exemplaires.
- Les cours et les programmes de gestion de l'innovation de pointe offrent aux étudiants des expériences d'apprentissage actif, ainsi que des occasions de prendre des risques, d'échouer et de réfléchir.
- Le recours aux enseignants-praticiens, aux intermédiaires en innovation et l'acquisition continue du savoir constituent des pratiques exemplaires pour un enseignement et une formation efficaces en gestion de l'innovation d'un bout à l'autre de l'écosystème de l'innovation, et tout au long de la carrière de l'étudiant.
- L'innovation inclusive peut sous-tendre à la fois la théorie et la pratique de la gestion de l'innovation en donnant aux diverses personnes et établissements les moyens d'innover.

AIDE MÉDICALE À MOURIR

DATE DE PUBLICATION : décembre 2018

COMMENDITAIRE : Santé Canada et Justice Canada

QUESTION

De quelles données probantes disposons-nous et que nous indiquent-elles relativement aux demandes d'aide médicale à mourir (AMM) faites par des mineurs matures, aux demandes anticipées et aux demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale* est le seul problème médical invoqué, compte tenu du contexte clinique, juridique, culturel, éthique et historique qui existe au Canada?

**La loi sur l'AMM et le mandat du comité d'experts emploient le terme maladie mentale. Cependant, le groupe de travail a décidé d'utiliser trouble mental par souci de cohérence avec la pratique clinique et juridique.*

POURQUOI C'EST IMPORTANT

En décembre 2016, la ministre de la Santé et la ministre de la Justice et procureure générale d'alors ont demandé au CAC d'effectuer des évaluations indépendantes concernant l'aide médicale à mourir (AMM). Plus particulièrement, elles ont confié au CAC la tâche d'examiner trois domaines particulièrement complexes de l'AMM, conformément aux dispositions de la loi adoptée par le Parlement en 2016 : les demandes de mineurs matures, les demandes anticipées et les demandes lorsqu'un trouble mental est le seul problème médical invoqué.

L'honorable Marie Deschamps, C.C., Ad. E. (présidente du comité d'experts), s'est entretenue avec Radio-Canada au sujet des rapports sur l'AMM.

Comité d'experts sur l'aide médicale à mourir

APERÇU

Le comité d'experts a effectué une évaluation fondée sur les données probantes de l'état des connaissances sur trois domaines : l'AMM pour les mineurs matures, les demandes anticipées d'AMM et les demandes d'AMM lorsqu'un trouble mental est le seul problème médical invoqué.

Les trois rapports regroupent et interprètent, avec la sensibilité requise par le sujet, les données probantes disponibles et explorent les implications et questions sociétales, cliniques, légales, juridiques et pratiques de l'autorisation ou de l'interdiction de l'AMM dans ces domaines. Ils reflètent le vaste éventail de connaissances, d'expérience et de points de vue rencontré au sein des professions de la santé, des diverses disciplines universitaires, des groupes de défense et des États dans lesquels l'AMM est autorisée. Ces rapports témoignent également d'un moment particulier de l'histoire du Canada en ce qui concerne l'étendue et la disponibilité des données probantes sur le sujet et l'évolution de la pensée et de la pratique concernant l'AMM. Ils ne formulent pas de recommandations en matière de politiques et cherchent à fournir des données probantes pour éclairer les processus décisionnels et le dialogue national actuel sur l'AMM au Canada.

VERA LA PAIX, L'HARMONIE ET LE BIEN-ÊTRE : LES SERVICES DE POLICE DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

DATE DE PUBLICATION : avril 2019

COMMENDITAIRE : Sécurité publique Canada

QUESTIONS

1. En s'appuyant sur l'étude *Le maintien de l'ordre au Canada au XXIe siècle : Une nouvelle police pour de nouveaux défis*, que peut-on tirer des données et des connaissances existantes sur le rôle actuel et futur des services de police dans les communautés autochtones du Canada?
2. Quelles sont les pratiques prometteuses et exemplaires en matière de services de police qui pourraient être appliquées dans les communautés autochtones?

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Au Canada, les relations entre les Autochtones et les non-Autochtones traversent une période de transition qui exige une prise de conscience du passé et la reconnaissance des torts qui ont été infligés, afin de cheminer vers un avenir équitable. La voie de la réconciliation passe par le réexamen de nombreux aspects de la relation du Canada avec les communautés autochtones, y compris la gouvernance, les droits de la personne, la culture et — ce qui fait l'objet du présent rapport — les services de police.

Les services de police servant les communautés autochtones sont confrontés à des défis distincts de ceux servant les communautés non autochtones. Ces défis s'inscrivent dans un ensemble de considérations culturelles, sociales, historiques, juridiques, politiques et géographiques.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

En se penchant sur toutes les données probantes disponibles, le comité d'experts a abouti à six constatations principales :

- Les réalités actuelles des services de police dans les communautés autochtones, ainsi que la criminalité, la victimisation et l'incarcération, sont liées au contexte historique. L'impact du colonialisme continue de se faire sentir dans les communautés autochtones. Confronter cette histoire fait partie du défi que représente la mise en place de services de police pertinents et décolonisés.
- La compréhension globale de la sécurité et du bien-être dans les communautés autochtones exige une réflexion multidimensionnelle, y compris la prise en compte des facteurs sociaux et culturels. Cette compréhension rend possible l'adoption d'approches policières qui reflètent les vues holistiques de la sécurité et du bien-être déjà ancrées dans les cultures autochtones.
- Les services de police dans les communautés autochtones s'inscrivent dans un contexte juridique et politique complexe, marqué par l'importance croissante accordée à l'autodétermination des Autochtones et la nécessité de reconnaître leurs droits et leurs lois.
- Bien que des efforts aient été déployés au cours des dernières décennies pour améliorer les services de police dans les communautés autochtones du Canada, beaucoup continuent de se voir offrir des services qui ne répondent pas à leurs besoins en matière de sécurité et de protection.
- Dans les communautés autochtones et non autochtones, les moyens les plus prometteurs de promouvoir la sécurité et le bien-être reposent sur les relations entre la police, les autres prestataires de services et les membres de la communauté. Les approches efficaces fondées sur les relations sont dirigées par la communauté et offrent à la police l'occasion d'aider à mobiliser ses membres et de gagner leur confiance.
- Les occasions de changement commencent par l'offre de choix substantiels pour la mise en place d'ententes sur les services de police compatibles avec l'autodétermination. Ces choix nécessitent des ressources permettant la durabilité et pouvant être favorisées par des réformes systémiques, en phase avec les besoins des communautés autochtones sur le plan de la sécurité et du bien-être.

Comité d'experts sur les services de police dans les communautés autochtones

Au mois d'avril, Harley Crowshoe, membre du comité d'experts, a présenté le rapport dans le cadre du congrès annuel de la First Nations Chiefs of Police Association.

PLUS GRAND QUE LA SOMME DE SES PARTIES : VERS UNE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES AU CANADA

DATE DE PUBLICATION : avril 2019

COMMENDITAIRE : Ressources naturelles Canada

QUESTION

Quel est l'état des connaissances et des pratiques relatives aux approches de gestion intégrée des ressources naturelles au Canada?

POURQUOI C'EST IMPORTANT

La riche diversité des ressources naturelles du Canada a toujours joué un rôle important dans la culture, la santé, la sécurité et la subsistance de sa population. Dans les régions riches en ressources naturelles du pays, le chevauchement de leurs utilisations peut créer une multitude d'occasions et de problèmes. L'évolution de la demande concernant ces ressources, des conditions environnementales et du contexte légal et social, dont l'engagement à la réconciliation, amène les décideurs à réexaminer les pratiques de gestion de ces ressources. Cette situation a conduit à s'intéresser de plus en plus à l'élaboration d'approches intégrées pour améliorer la façon dont les ressources naturelles sont gérées.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Plus grand que la somme de ses parties : Vers une gestion intégrée des ressources naturelles au Canada étudie la contribution possible de la gestion intégrée des ressources naturelles (GIRN) dans le complexe contexte canadien. Le rapport passe en revue les connaissances et les processus de gouvernance pouvant appuyer la GIRN au Canada, les obstacles à sa compréhension et à sa mise en œuvre et les pratiques prometteuses. Le comité d'experts souligne l'importance d'examiner de multiples modes de connaissance dans la GIRN, notamment le savoir autochtone et local. Bien que plusieurs formes de gouvernance puissent s'appliquer à la cette forme de gestion, tous les modèles profitent de la participation de tous les acteurs à la prise de décision. Le rapport cherche à être utile aux décideurs qui travaillent à renforcer l'efficacité et la légitimité des systèmes de gestion des ressources naturelles et aux praticiens et autres acteurs qui s'efforcent d'améliorer la GIRN.

Le comité a constaté que l'intégration est nécessaire pour composer avec la réalité actuelle et surmonter les limites des approches conventionnelles qui se focalisent sur la gestion des activités et des ressources au cas par cas. La GIRN demande une prise de décision à un niveau élevé, qui englobe la planification de l'utilisation des terres et l'évaluation stratégique à l'échelle régionale, afin de permettre un processus décisionnel meilleur et plus efficace aux étapes particulières au projet. Le rapport énonce huit caractéristiques fondamentales de la GIRN qui peuvent servir de guide dans sa mise en œuvre. Il ne demande pas une révision complète des pratiques actuelles de gestion des ressources naturelles, mais note que l'on dispose de suffisamment de connaissances et d'outils établis pour mettre dès maintenant ces processus intégrés en pratique.

Certains membres du comité d'experts ont présenté les constatations du rapport à l'occasion d'un déjeuner-conférence tenu par Ressources naturelles Canada.

Comité d'experts sur l'état des connaissances et des pratiques relatives aux approches de gestion intégrée des ressources naturelles au Canada

LES PRINCIPAUX RISQUES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR LE CANADA

DATE DE PUBLICATION : julliet 2019

COMMENDITAIRE : Secrétariat du Conseil du Trésor

QUESTION

Quels sont les principaux risques des changements climatiques auxquels font face le Canada et le gouvernement fédéral, quelle est l'importance relative de chacun de ces risques et quels risques pourraient être les plus atténués par des mesures d'adaptation?

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Les changements climatiques représentent un problème complexe et transversal et posent des risques de nature environnementale, sociale et économique. Compte tenu de l'ampleur potentielle du défi que présentent les changements climatiques – quant aux coûts engendrés, aux conséquences possibles et à l'étendue des incidences envisageables – il sera essentiel de déterminer quels sont les risques les plus menaçants et de bien les cerner pour pouvoir intervenir de manière efficace et favoriser une utilisation efficiente des ressources publiques. Cette évaluation examinera les principaux risques que posent les changements climatiques pour le Canada et le gouvernement fédéral ainsi que leur importance relative. Elle visera aussi à determiner quels risques seraient susceptibles d'être les plus atténués par la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada définit 12 principaux domaines de risques : agriculture et alimentation, communautés côtières, écosystèmes, pêcheries, foresterie, dynamique géopolitique, gouvernance et capacité, santé et bien-être humains, modes de vie autochtones, communautés nordiques, infrastructures physiques et eau. Le comité d'experts a conclu que si ces 12 domaines pouvaient causer de graves préjudices dans les prochaines décennies, les risques étaient plus aigus dans 6 d'entre eux : infrastructures physiques, communautés côtières, communautés nordiques, santé et bien-être humains, écosystèmes et pêcheries. Les risques des changements climatiques sont complexes et interreliés, et leurs conséquences peuvent se multiplier dans les systèmes naturels et humains d'une manière difficile à prévoir.

Les risques dans les 12 principaux domaines pris en considération par le comité d'experts peuvent être notablement atténués grâce à des mesures d'adaptation réduisant la vulnérabilité ou l'exposition.

La planification et la priorisation de l'adaptation aux risques des changements climatiques par le gouvernement fédéral peuvent être guidées par une excellente compréhension de son rôle dans chaque domaine de risques, dans trois principales catégories d'intervention : coordination et collaboration, renforcement de la capacité et gestion des biens et des activités gouvernementaux.

Comité d'experts sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation

Trois vidéos ont été produites pour faire connaître les principales constatations de l'évaluation *Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada* sur les réseaux sociaux.

ÉVALUATIONS EN COURS

PRATIQUES EXEMPLAIRES POUR L'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Dans son budget de 2018, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 2,8 milliards de dollars dans le renouvellement de ses laboratoires scientifiques par l'intermédiaire d'une initiative d'infrastructure. Un des objectifs de l'initiative est de soutenir la construction d'installations multifonctionnelles, où les scientifiques de plusieurs ministères fédéraux seraient regroupés pour développer des collaborations scientifiques. Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement tentera d'établir quelle serait la meilleure façon d'utiliser l'infrastructure fédérale actuelle des S-T ainsi que de nouveaux investissements pour aider les scientifiques du gouvernement fédéral à surmonter les facteurs qui font obstacle à la collaboration, à améliorer leur capacité d'adaptation et à accroître leur efficacité.

Le CAC s'est vu confier le mandat d'évaluer les processus et les structures consultatives privilégiés pour déterminer comment investir les fonds dans l'infrastructure S-T ainsi que les principes et les critères qui doivent sous-tendre les décisions d'investissement.

QUESTION

Que sait-on des pratiques exemplaires en matière d'évaluation des propositions d'investissement dans l'infrastructure scientifique et technologique qui sont pertinentes pour les activités scientifiques fédérales au Canada dans l'avenir?

LE COMMANDITAIRE
Services publics et Approvisionnement Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE
août 2019

L'évaluation *Pratiques exemplaires pour l'évaluation des propositions relatives aux investissements dans l'infrastructure scientifique et technologique* sera publiée d'ici la fin de l'été 2019.

L'évaluation *Les incidences socioéconomiques potentielles de la résistance aux antimicrobiens au Canada* sera publiée en novembre 2019..

LES INCIDENCES SOCIOÉCONOMIQUES POTENTIELLES DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS AU CANADA

L'utilisation des agents antimicrobiens a commencé dans les années 1920, avec la découverte de la pénicilline par Alexander Fleming, qui avait prédit, même à cette époque, l'avènement inévitable de la résistance aux antimicrobiens (RAM). Comme prévu, l'efficacité des agents antimicrobiens a diminué avec le temps et la RAM est aujourd'hui en émergence. Bien que la RAM soit un processus naturel attribuable à l'aptitude innée des pathogènes à s'adapter aux antimicrobiens, elle est favorisée par d'autres facteurs, dont l'utilisation inadéquate des antimicrobiens, les mutations émergentes et la colonisation.

La RAM représente une menace croissance pour la santé mondiale. Les patients contaminés par des pathogènes résistants aux médicaments courent un risque accru de contracter des infections graves, de subir des hospitalisations prolongées et même de mourir. Avec la prévalence des organismes résistants aux antimicrobiens qui augmente constamment, ceux-ci sont en train de devenir les principaux agents d'infection humaine. Même les infections les plus courantes deviennent plus difficiles à traiter avec les médicaments actuellement disponibles. Malgré l'éclosion rapide de la RAM, peu de nouveaux agents antimicrobiens sont en cours de développement. Comme la prévalence des organismes résistants aux antimicrobiens augmente, il est important de comprendre quelles incidences cette situation aura sur les Canadiens, particulièrement sur les populations vulnérables.

QUESTION

Quelles sont les incidences socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens (RAM) sur les Canadiens et sur leur système de soins de santé?

LE COMMANDITAIRE
Agence de la santé publique du Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE
novembre 2019

L'évaluation *Véhicules connectés et automatisés et mobilité partagée* sera publiée à l'automne 2020.

VÉHICULES CONNECTÉS ET AUTOMATISÉS ET MOBILITÉ PARTAGÉE

L'industrie automobile vit une période de changements sans précédent. Les préférences des consommateurs et les tendances en matière d'efficacité, de sécurité et de commodité stimulent le développement de nouvelles technologies automobiles, particulièrement dans le domaine des véhicules connectés et autonomes. Ces tendances liées aux technologies de pointe et à la mobilité partagée influenceront de façon importante l'avenir du transport.

Les véhicules connectés et automatisés sont susceptibles d'améliorer la sécurité du transport, d'accroître les possibilités de mobilité, de réduire les coûts pour les usagers et d'ouvrir aux Canadiens de nouvelles perspectives sociales et économiques. En même temps, en plus d'occasionner des pertes d'emplois, elles sont aussi susceptibles de perturber de façon considérable les industries de la fabrication et du transport et de soulever d'importantes préoccupations sur les plans de la cybersécurité et de la confidentialité.

QUESTION

À la lumière des tendances actuelles influençant l'évolution des technologies liées aux véhicules connectés et automatisés et à la mobilité partagée, quelles incidences ces technologies auront-elles sur l'industrie, les gouvernements et la population en général au Canada et quels types de possibilités et de défis présenteront-elles pour eux?

LE COMMANDITAIRE
Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE
automne 2020

TRANSITION DES NOUVEAUX TITULAIRES DE DOCTORAT VERS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'économie canadienne compte un nombre croissant de titulaires de doctorat, mais les données indiquent qu'on pourrait en faire beaucoup plus pour soutenir la transition de ces personnes hautement qualifiées vers le marché du travail. Les tendances récentes, telles que la présence prolongée d'une population vieillissante sur le marché du travail, le nombre croissant de titulaires de doctorat qui étudient au Canada, la mobilité transfrontalière des titulaires de doctorat et l'intensification perçue de la concurrence pour l'obtention des postes universitaires, ont une influence sur la transition des titulaires de doctorat de leurs études universitaires vers des carrières dans un large éventail de secteurs.

Cette évaluation tiendra compte des différents défis qui peuvent se poser aux diplômés titulaires de doctorat selon leur domaine d'étude ainsi que des motifs pour lesquels ils migrent hors du Canada ou y reviennent après l'obtention de leur diplôme.

QUESTION

Quels sont les principaux défis qui se posent aux doctorants au Canada qui font la transition vers le marché du travail et comment ces défis diffèrent-ils entre eux selon le domaine d'étude concerné?

LE COMMANDITAIRE
Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE
automne 2020

L'évaluation T*ransition des nouveaux titulaires de doctorat vers le marché du travail* sera publiée à l'automne 2020.

ANNEXE 1 : PROFIL DE L'ORGANISME

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a commencé ses activités en 2005. Les académies fondatrices du CAC sont : la Société royale du Canada; l'Académie canadienne du génie; l'Académie canadienne des sciences de la santé.

ÉVALUATIONS

Les sujets d'évaluation proposés dans le cadre des demandes du gouvernement du Canada sont choisis par le biais d'une procédure de concours pangouvernemental et sont soumis au CAC pour qu'il les examine. Les critères utilisés pour évaluer les propositions d'évaluation sont énumérés ci-dessous. Ces critères sont également préférables pour les évaluations réalisées à la demande du secteur privé, des organisations sans but lucratif, d'autres organisations non gouvernementales et des autorités provinciales et municipales.

CRITÈRES DU GOUVERNEMENT :

- La proposition est pertinente pour le programme d'action du ministère ou de l'organisme et du gouvernement.
- Le sujet d'évaluation est abordé à point nommé et le délai d'évaluation correspond aux besoins du ministère ou de l'organisme et du Canada.
- La valeur ajoutée fournie par le CAC est unique.
- Le sujet d'évaluation est une question scientifique qui a fait l'objet d'une concertation entre ministères, organismes et parties prenantes externes.

CRITÈRES DU CAC :

- Le sujet est important pour le Canada et ses citoyens.
- Les experts en la matière peuvent être réunis et le délai propose peut être respecté.
- L'état actuel des connaissances mérite d'être évalué.
- La science sous-tend la question et sa réponse.

AUTRES CRITÈRES :

- Le rapport est susceptible d'être largement consulté à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement (c.-à-d. que d'autres ordres de gouvernement ont un intérêt manifeste relativement à l'issue de l'évaluation).
- Le sujet est exclusivement lié à des enjeux canadiens.
- Le sujet correspond à un enjeu international et il est important de procéder maintenant à une évaluation canadienne de la question.

Le conseil d'administration du CAC, avec l'aide du comité consultative scientifique, veille à l'intégrité du processus d'évaluation. Il approuve formellement les questions à évaluer, la composition des comités d'experts, de même que les processus d'examendes rapports d'évaluation, et la publication des rapports. Afin de garantir l'indépendance du processus d'évaluation, le commanditaire d'une évaluation donnée ne participe pas à son déroulement, n'a pas droit de regard sur les ébauches des rapports, et ne peut proposer de changements à un rapport avant sa parution. Les rapports d'évaluation font l'objet d'un processus formel d'examen par des pairs pour en garantir la qualité et l'objectivité. C'est au conseil d'administration que revient la responsabilité d'autoriser la publication et la version définitive des rapports d'évaluation; il est conseillé, à cet égard, par le responsable de la supervision de l'examen des rapports, qui s'assure que les membres des comités d'experts ont bel et bien pris en compte les commentaires des examinateurs externes. Les versions définitives de tous les rapports sont publiées dans les deux langues officielles, sur le site Web du CAC, au https://rapports-cac.ca/, et peuvent être téléchargées gratuitement, assurant ainsi leur accessibilité publique.

FINANCEMENT

Le CAC a été établi en vertu d'une subvention de 30 millions de dollars sur dix ans accordée par le gouvernement du Canada. Cette subvention de lancement avait pour but de financer le fonctionnement de base du CAC jusqu'au 31 mars 2015. Dans le budget fédéral déposé en avril 2015, cet engagement a été renouvelé par le biais d'une dotation

additionnelle de 15 millions de dollars sur cinq ans. Dans le Budget fédéral de 2018, 9 millions de dollars additionnels sur trois ans ont été octroyés, débutant en 2020. Les conditions d'utilisation de ces fonds octroyés par le gouvernement ont été définies dans une entente formelle de financement conclue entre le CAC et le gouvernement du Canada, représenté par le ministre de l'Innovation, Science et Développement économique. Le CAC réalise aussi des évaluations en dehors du cadre de l'entente qui le lie au gouvernement fédéral. Ces évaluations sont proposées au CAC par des organisations non gouvernementales, des organisations à but non lucratif, le secteur privé ou des autorités provinciales et municipales.

STRUCTURE ET DIRECTION

Le CAC est dirigé par un conseil d'administration composé de 12 membres, à qui revient la responsabilité de définir l'orientation stratégique de l'organisme, de s'assurer que le CAC réalise son mandat et de superviser son fonctionnement.

Chaque académie fondatrice nomme deux administrateurs. Les trois académies membres élisent deux administrateurs issus du grand public. Les quatre autres administrateurs sont mis en nomination par le minister de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et sont officiellement élus par les membres lors de l'Assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration s'appuie, dans sa gestion du CAC, sur quatre comités :

- le comité de direction
- le comité de vérification, des finances et du risqué
- le comité des nominations et de la gestion
- le comité des ressources humaines et de la rémunération

Le CAC s'appuie, dans son travail, sur un comité consultatif scientifique don't les membres sont nommés par le conseil d'administration. Ce comité conseille le CAC sur le contenu et les procédures qui sous-tendent la réalisation d'évaluations expertes, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- le choix de sujets pouvant éventuellement faire l'objet d'évaluations;
- la pertinence des sujets proposes au CAC en vue d'une évaluation d'experts;
- le mandat des comités d'experts indépendants qui effectuent les évaluations;
- la composition potentielle des comités d'experts;
- le processus d'examen par des pairs des ébauches de rapports d'évaluation.

Les activités quotidiennes du CAC sont menées par un groupe d'employés restreint, sous la direction d'un président-directeur général à temps plein. Le personnel du CAC offre son soutien aux comités d'experts sur le plan de la recherche et de la rédaction des rapports, de même que sur celui de la logistique de production des évaluations. Il offre également son soutien au comité consultatif scientifique, en particulier en ce qui a trait à l'analyse des sujets d'évaluation proposés, à la composition des comités d'experts et aux processus d'examen des rapports.

La liste des membres du conseil d'administration, du comité consultative scientifique et du personnel est présentée à l'annexe 2.

ÉNONCÉ DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'énoncé de politique d'investissement a été officiellement approuvé par le conseil d'administration et peut être consulté sur le site Web du CAC.

ÉTATS FINANCIERS : EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 MARS 2019

Le CAC a retenu les services du cabinet Parker Prins Lebano, d'Ottawa, pour vérifier ses états financiers pour l'exercice financier 2018-2019. Les états financiers du CAC pour l'exercice 2018-2019 sont présentés à l'annexe 4. Parker Prins Lebano, un cabinet de vérification indépendant, a écrit au CAC le 28 mai 2019 concernant les dépenses admissibles, confirmant que, selon eux, toutes les dépenses pour lesquelles le financement lié à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral étaient effectivement admissibles.

RESSOURCES HUMAINES

Le CAC aborde la question des ressources humaines conformément aux valeurs définies dans son plan stratégique : l'excellence, l'indépendance, l'intégrité, la collaboration et l'innovation.

ANNEXE 2 : CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

David A. Dodge, O.C., MSRC, président*
Conseiller supérieur, Bennett Jones s.r.l. (Ottawa, Ont.)

Margaret Bloodworth, C.M., présidente**
Ancienne sous-ministre au fédéral et conseillère nationale pour la sécurité (Ottawa, Ont.)

Paul Allison, MACSS
Doyen, Faculté de médecine dentaire, Université McGill (Montréal, Qc)

Tom Brzustowski, O.C., MSRC, FACG
Membre du conseil d'administration de l'Institute for Quantum Computing, Université de Waterloo; membre du conseil d'administration, Waterloo Global Science Initiative (Waterloo, Ont.)

Chad Gaffield, O.C., MSRC
Professeur d'histoire et titulaire de chaire de recherche universitaire en recherche numérique, Université d'Ottawa; président, Société royale du Canada (Ottawa, Ont.)

Chantal Guay*
Directrice générale, Conseil canadien des normes (Ottawa, Ont.)

Eddy Isaacs, FACG*
Président, Eddy Isaacs, Inc.; conseiller stratégique, Génie, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Jawahar (Jay) Kalra, MD, MACSS
Professeur, Département de pathologie et de médecine de laboratoire et membre du conseil des gouverneurs de l'Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Bartha Maria Knoppers, O.C., O.Q., MSRC, MACSS
Professeure titulaire et directrice, Centre de génomique et politiques, Département de génétique humaine, Faculté de médecine, Université McGill (Montréal, Qc)

Maryse Lassonde, O.C., O.Q., FRSC, FCAHS**
Directrice scientifique, Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies; ancienne présidente, Société royale du Canada (Montréal, Qc)

Pierre Lortie, C.M., FACG**
Conseiller principal, affaires, chez Dentons s.r.l.; ancien président de l'Académie canadienne du génie (Montréal, Qc)

Jeremy N. McNeil, C.M., MSRC*
Professeur distingué, titulaire de la chaire Helen Battle en écologie chimique, Département de biologie, Université Western (London, Ont.)

Lydia Miljan
Professeure agrégée en sciences politiques et directrice du programme des arts et des sciences, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

Linda Rabeneck, MACSS
Vice-présidente, Prévention et lutte contre le cancer, Action cancer Ontario; présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (Toronto, Ont.)

Douglas Ruth, FACG
Professeur et doyen émérite, doyen associé (Études de design), titulaire de la chaire du CRSNG en génie de la conception et directeur du Centre de pratique professionnelle du génie et de formation en génie, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

* nommés durant l'année fiscale 2018–2019
** fin du mandat durant l'année fiscale 2018–2019

COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE

Eliot A. Phillipson, O.C., MACSS, président
Professeur émérite de médecine Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.); ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

Karen Bakker*
Professeure, titulaire de Chaire de recherche du Canada et directrice du Programme sur la gouvernance de l'eau, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

David Castle
Vice-recteur à la recherche et professeur, École d'administration publique; professeur auxiliaire, École de gestion Gustavson, Université de Victoria (Victoria, C.-B.)

Sophie D'Amours, O.C., FACG
Rectrice de l'Université Laval (Québec, Qc)

Jackie Dawson
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée au Département de géographie de l'Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Jeffrey A. Hutchings, MSRC*
Titulaire de la chaire Killam Memorial et professeur de biologie, Université Dalhousie (Halifax, N. É.)

Jean Gray, C.M., MACSS**
Professeure émérite en enseignement médicale, en médecine et en pharmacologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

John Hepburn, MSRC**
Vice-président à la recherche, CIFAR (Toronto, Ont.)

Eddy Isaacs, FACG**
Président, Eddy Isaacs, Inc.; conseiller stratégique, Génie, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Gregory S. Kealey, C.M., MSRC**
Professeur émérite, Département d'histoire, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B)

Malcolm King, MACSS
Directeur scientifique, Institut de la santé des Autochtones des Instituts de recherche en santé du Canada; professeur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Chris MacDonald*
Professeur agrégé; directeur, Ted Rogers Leadership Centre; président, Département de droit et des affaires; Ted Rogers School of Management, Université Ryerson (Toronto, Ont.)

Stuart MacLeod, MACSS
Professeur de pédiatrie (émérite), Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B

Barbara Neis, C.M., MSRC
Professeure distinguée, titulaire de la chaire John Paton Lewis, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Gilles G. Patry, C.M., O.Ont., FACG*
Directeur général, Le U15 – Regroupement des universités de recherche du Canada (Ottawa, Ont.)

Nicole A. Poirier, FACG
Présidente, KoanTeknico Solutions Inc. (Beaconsfield, Qc)

SOUS-COMITÉ DU CCS SUR LES MÉTHODES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Eliot A. Phillipson, O.C., MACSS, président
Professeur émérite de médecine Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.); ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

Barbara Neis, C.M., MSRC
Professeure distinguée, titulaire de la chaire John Paton Lewis, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Nicole A. Poirier, FACG
Présidente, KoanTeknico Solutions Inc. (Beaconsfield, Qc)

Kaye Husbands Fealing, Ph.D. (membre issue du public)
Directrice et professeure, School of Public Policy, Georgia Institute of Technology (Atlanta, GA)

E. Louise Earl (membre issue du public)
Conseillère principale, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Ottawa, Ont.)

* nommés durant l'année fiscale 2018-2019
** fin du mandat durant l'année fiscale 2018-2019

PERSONNEL

Eric M. Meslin, Ph.D., MACSS
Président-directeur général

Erin Basset, Ph.D.**
Associée de recherche

Jennifer Bassett, Ph.D.**
Associée de recherche

Janet Bax**
Directrice de projet

Amanda Bennett, Ph.D.
Associée de recherche

Dane Berry, MPP
Associé de recherche

Anna Buczek, B.Sc.***
Spécialiste, liaison et communications

Tom Bursey, MBA, FCPA, FCMA, IAS.S
Vice-président, services d'entreprise et directeur financier

Rebecca Chapman, Ph.D.
Associée de recherche

Tijs Creutzberg, Ph.D.
Directeur des évaluations

Hilary Davies, M.E.S., B.Ed., B.Sc.***
Associée de recherche

Madison Downe, M.Sc.
Coordonnatrice de projet

Marc Dufresne, M.Sc.
Spécialiste principal, publications bilingues

Heather Ennis, M.A.*
Directrice des communications

Andrea Hopkins, M.A.
Coordonnatrice et planificatrice principale d'évaluations

Teresa Iacobelli, Ph.D.
Associée de recherche

Matthew Ivanowich, Ph.D.
Associé de recherche

Joanne Linnay, M.Sc., MES**
Coordonnatrice de projet

Suzanne Loney, M.A.
Associée de recherche

Kelly Loverock, M.A.
Spécialiste, site Web et communications

Camilla Sevingey, M.Sc.
Coordonnatrice de projet

Frédérique Mantha, B.A.**
Coordonnatrice, communications et publications

Jérôme Marty, Ph.D.
Directeur de projet

Anita Melnyk, Ph.D.
Chargé de projet

Emmanuel Mongin, Ph.D. (en détachement)
Directeur de projet

Nancy Neil, BGS
Adjointe administrative au président

Samantha Rae Ayoub, M.A.**
Directrice des communications et des publications

Joe Rowsell, M.Ph.
Directeur de projet

Alexandra Sebben, MPC
Coordonnatrice, communications et liaison

Lennart Trouborst, M.Sc.**
Chercheur

Jill Watkins, Ph.D.
Directrice de projet

Weronika Zych, M.Sc. (Soc.)
Coordonnatrice principale de projet

Échelles de rémunération
Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2019, la rémunération s'est située dans les échelles salariales suivantes : gestionnaires du CAC (dirigeants) – président-directeur général [216 358 $ à 323 715 $]; vice-président et directeur financier [137 231 $ à 208 497 $]; directeur des évaluations [111 884 $ à 176 365 $].

* joint le CAC pendant l'exercice financier 2018-2019
** quitté le CAC pendant l'exercice financier 2018-2019
*** congé parental pendant l'exercice financier 2018-2019

ANNEXE 3 : MEMBRES DES COMITÉS D'EXPERTS

RIVALISER DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALE AXÉE SUR L'INNOVATION : L'ÉTAT DE LA R-D AU CANADA

COMITÉ D'EXPERTS

Max Blouw,
président, ancien recteur et vice-chancelier, Université Wilfrid Laurier (Waterloo, Ont.)

Luis Barreto,
président, Dr. Luis Barreto & Associates, et conseiller spécial, NÉOMED-LABS (Concord, Ont.)

Catherine Beaudry,
professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada de niveau 1 en création, développement et commercialisation de l'innovation, Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal (Montréal, Qc)

Donald Brooks, MACSS,
professeur de pathologie et médecine de laboratoire et de chimie, Université de la ColombieBritannique (Vancouver, C.-B.)

Madeleine Jean,
vice-présidente, Opérations et développement des affaires, Prompt (Montréal, Qc)

Philip Jessop, MSRC,
professeur de chimie minérale et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en chimie verte, Département de chimie, Université Queen's; directeur technique, GreenCentre Canada (Kingston, Ont.)

Claude Lajeunesse, FACG,
directeur de la société et président du conseil d'administration, Énergie atomique du Canada limitée (Magog, Qc)

Steve Liang,
professeur agrégé, génie géomatique, Université de Calgary; directeur, laboratoire GeoSensorWeb; président-directeur général, SensorUp Inc. (Calgary, Alb.)

Robert Luke,
vice-président, Recherche et innovation; professeur agrégé, Faculté des lettres et des Sciences et École d'études interdisciplinaires, Université OCAD (Toronto, Ont.)

Douglas Peers,
professeur et doyen des arts, Département d'histoire, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

John M. Thompson, O.C., FACG,
ancien premier vice-président, IBM Corporation (Toronto, Ont.)

Anne Whitelaw,
doyenne associée, Planification et positionnement; professeure agrégée, Département d'histoire de l'art, Université Concordia (Montréal, Qc)

David A. Wolfe,
professeur, sciences politiques, et codirecteur, Laboratoire de politiques d'innovation, École Munk des affaires internationales, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

AMÉLIORER L'INNOVATION GRÂCE À DE MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION

COMITÉ D'EXPERTS

John R. McDougall, FACG, (président du comité d'experts et de l'atelier),
président, DALCOR Innoventures Ltd.; professeur auxiliaire, Alberta School of Business et Faculté de génie, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Deborah Ancona,
professeure émérite en gestion Seley, Sloan School of Management du MIT (Cambridge, MA)

Colleen Collins,
vice-présidente, Canada West Foundation; professeure auxiliaire à la Beedie School of Business, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.)

C. Brooke Dobni,
professeur en gestion, Edwards School of Business, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Laurent Simon,
professeur titulaire, Département d'entrepreneuriat et d'innovation; co-directeur de Mosaic, Pôle créativité et innovation, HEC Montréal (Montréal, Qc)

PARTICIPANTS À L'ATELIER

Max Blouw,
ancien recteur et vice-chancelier, Université Wilfred Laurier (Waterloo, Ont.)

Richard Boudreault, FACG,
président exécutif, Sigma Energy Storage (Montréal, Qc)

Judy Fairburn, FACG,
ancienne présidente du conseil d'administration, Alberta Innovates; vice-présidente administrative, Innovation d'entreprise et directrice principale du service numérique à la retraite, Cenovus Energy Inc. (Calgary, Alb.)

Tom Jenkins, O.C., FACG,
président, OpenText (Waterloo, Ont.)

Sarah Kaplan,
directrice de l'Institute for Gender and the Economy et professeure distinguée, Rotman School of Management, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Jean-Michel Lemieux,
premier vice-président de l'ingénierie, Shopify Inc. (Ottawa, Ont.)

Elicia Maine,
directrice des études et professeure, i2I, Beedie School of Business, Université Simon-Fraser (Vancouver, C.-B.)

Kathy Malas,
gestionnaire de la plateforme de l'innovation, CHU Sainte-Justine (Montréal, Qc)

John L. Mann, FACG,
propriétaire, Mann Consulting (Blenheim, Ont.)

Jesse Rodgers,
président-directeur général, Volta Labs (Halifax, N.-É.)

Creso Sá,
professeur en enseignement supérieur et directeur, Centre for the Study of Canadian and International Higher Education, Ontario Institute for Studies in Education, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Dhirendra Shukla,
professeur et président, J. Herbert Smith Centre for Technology Management & Entrepreneurship, Faculté de génie, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Dan Sinai,
cadre supérieur, division de l'innovation, IBM Canada (Toronto, Ont.)

Valerie Walker,
directrice administrative, Business/Higher Education Roundtable (Ottawa, Ont.)

J. Mark Weber,
directeur Eyton, Conrad School of Entrepreneurship & Business, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

Le CAC tient également à remercier Robert G. Cooper, éminent titulaire d'une bourse de recherche de l'ISBM, Université d'État de Pennsylvanie, pour son importante contribution à ce projet.

AIDE MÉDICALE À MOURIR

Hon. Marie Deschamps, C.C., *Ad. E.* (présidente du comité d'experts),
exjuge de la Cour suprême du Canada et professeure associée, Université McGill (Montréal, Qc) et Université de Sherbrooke (Sherbrooke, Qc)

GROUPE DE TRAVAIL DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'AMM POUR LES MINEURS MATURES

Dawn Davies (présidente du groupe de travail),
professeure agrégée, Département de pédiatrie, Université d'Ottawa, médecin en soins psychiatriques, maison Roger Neilson/Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (Ottawa, Ont.)

Gail Beck, O.Ont.,
directrice clinique, Programme de psychiatrie juvénile, Centre de santé mentale Royal Ottawa (Ottawa, Ont.)

Carrie Bourassa,
titulaire de la Chaire de recherche sur la santé des Autochtones et des gens du Nord, Health Science North Research Institute, et directrice scientifique, Institut de la santé des Autochtones – Institut de recherche en santé du Canada (Sudbury, Ont.)

Franco A. Carnevale,
professeur, École Ingram des sciences infirmières, Université McGill (Montréal, Qc)

Joanna Chung,
psychologue, programme de psychologie médicale et programme d'hématologie, d'oncologie et de greffes de moelle osseuse, BC Children's Hospital (Vancouver, C.-B.)

Joan Gilmour,
professeure, Osgoode Hall Law School, Université York (Toronto, Ont.)

Hon. Stephen Goudge, c.r., O.Ont.,
avocat, cabinet Paliare Roland (Toronto, Ont.)

Mary Ellen Macdonald,
professeure agrégée, Faculté de médecine dentaire, Université McGill (Montréal, Qc)

Jean-Pierre Ménard, *Ad. E.*,
avocat, Ménard, Martin, Avocats (Montréal, Qc)

Cheryl Milne,
directrice générale, David Asper Centre for Constitutional Rights, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Ubaka Ogbogu,
professeur adjoint, Faculté de droit et Faculté de pharmacie et de sciences pharmaceutiques, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Bryan Salte,
registraire associé et conseiller juridique, College of Physicians and Surgeons of Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Kimberley Widger,
professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières Lawrence S. Bloomberg, Université de Toronto; associée de recherche en sciences infirmières, Équipe de soins pédiatriques avancés, The Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.)

Randi Zlotnik Shaul,
directrice du Département de bioéthique, Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.)

GROUPE DE TRAVAIL DU COMITÉ D'EXPERTS SUR LES DEMANDES ANTICIPÉES D'AMM

Jennifer L. Gibson (présidente du groupe de travail),
titulaire de la chaire en bioéthique de la Financière Sun Life; directrice, Joint Centre for Bioethics, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Benjamin L. Berger,
professeur, Osgoode Hall Law School, Université York (Toronto, Ont.)

Martha Donnelly,
gérontopsychiatre, professeure agrégée émérite, Département de psychiatrie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Alika Lafontaine,
chef médical du Nord (Programme de santé autochtone), Alberta Health Services; professeur adjoint de médecine clinique, anesthésiologie et médecine de la douleur, Université de l'Alberta; directeur médical, Alignment by Design Labs (Grand Prairie, Alb.)

Trudo Lemmens,
professeur et titulaire de la chaire Scholl en droit et politiques de la santé, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Susan MacDonald,
professeure agrégée, médecine et médecine familiale, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Sheila A.M. McLean,
professeure émérite, droit et éthique de la médecine, Université de Glasgow (Glasgow, Écosse)

Dorothy Pringle, O.C., MACSS,
professeure émérite, Faculté des sciences infirmières Lawrence S. Bloomberg, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Patricia (Paddy) Rodney,
professeure agrégée, Faculté des sciences infirmières, et professeure adjointe, W. Maurice Young Centre for Applied Ethics, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Harvey Schipper,
professeur de médecine et professeur auxiliaire de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Samir Sinha,
titulaire de la chaire Peter et Shelagh Godsoe de gériatrie et directeur du Département de gériatrie, Sinai Health System et University Health Network; professeur agrégé de médecine, médecine familiale et communautaire, et politique, gestion et évaluation de la santé, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Tim Stainton,
professeur, School of Social Work, Université de la ColombieBritannique (Vancouver, C.-B.)

Ross Upshur,
professeur, Département de médecine familiale et communautaire et Dalla Lana School of Public Health, Université de Toronto; codirecteur, Lunenfeld Tanenbaum Research Institute; directeur scientifique, Bridgepoint Collaboratory for Research and Innovation, Sinai Health System (Toronto, Ont.)

Agnes van der Heide,
professeure et chercheuse, Centre médical de l'Université Erasmus de Rotterdam (Rotterdam, Pays-Bas)

GROUPE DE TRAVAIL DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'AMM LORSQU'UN TROUBLE MENTAL EST LE SEUL PROBLÈME MÉDICAL INVOQUÉ

Kwame McKenzie (président du groupe de travail),
président-directeur général, Wellesley Institute; professeur de psychiatrie, Université de Toronto; directeur médical, équité en santé, Centre for Addiction and Mental Health; commissaire, Commission ontarienne des droits de la personne (Toronto, Ont.)

Melissa K. Andrew,
professeure agrégée de médecine (gériatrie), Université Dalhousie et Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse (Halifax, N.-É.)

Jennifer A. Chandler,
titulaire de la chaire de recherche Bertram Loeb, professeure titulaire, Centre de droit, éthique et politique de la santé, Faculté de droit, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Pierre Deschamps, C.M.,
membre du groupe de recherche en santé et droit, Université McGill (Montréal, Qc)

Jocelyn Downie, C.M., MSRC, MACSS,
professeure-chercheuse, facultés de droit et de médecine, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Martin Drapeau,
professeur de psychologie du counselling et de psychiatrie, Université McGill (Montréal, Qc)

Colleen M. Flood, MSRC, MACSS,
directrice, Centre de droit, politique et éthique de la santé; professeure et titulaire de la chaire de recherche en droit et politiques de la santé, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Arthur W. Frank, MSRC,
professeur émérite, Département de sociologie, Université de Calgary (retraité) (Calgary, Alb.); professeur II, Université spécialisée VID (Oslo, Norway)

K. Sonu Gaind,
chef de la psychiatrie et directeur médical de la santé mentale, hôpital Humber River; professeur agrégé, Université de Toronto, membre du conseil d'administration, Association mondiale de psychiatrie (Toronto, Ont.)

Mona Gupta,
professeure agrégée et psychiatre, Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) (Montréal, Qc)

Scott Y.H. Kim,
chercheur principal, Département de bioéthique, National Institutes of Health (Bethesda, MD)

Brian L. Mishara,
directeur, Centre de recherche et d'intervention sur le suicide, enjeux éthiques et pratiques de fin de vie (CRISE), Université du Québec à Montréal (Montréal, Qc)

Tanya Park,
professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Suzanne Stewart,
directrice du Waakebiness-Bryce Institute for Indigenous Health, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Le CAC souhaite aussi remercier Yves Beauchamp, vice-principal (administration et finances), Université McGill (Montréal, Qc), pour son précieux apport.

VERS LA PAIX, L'HARMONIE ET LE BIEN-ÊTRE : LES SERVICES DE POLICE DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

COMITÉ D'EXPERTS

Kimberly R. Murray (présidente),
ancienne directrice générale, Commission de vérité et réconciliation du Canada (Toronto, Ont.)

Jimmy Sandy Akavak, O.Nu.,
directeur de la commercialisation, Nunavut Eastern Arctic Shipping; ancien sergent, Gendarmerie royale du Canada (Iqaluit, Nt)

Harley Crowshoe,
directeur, Indigenous Health Program, Services de santé de l'Alberta (Lundbreck, Alb.)

Mylène Jaccoud,
professeure, École de criminologie, Université de Montréal (Montréal, Qc)

Laurence J. Kirmayer, MSRC, MACS,
titulaire de la chaire de recherche James McGill et directeur, Division de psychiatrie sociale et transculturelle, Département de psychiatrie, Université McGill; directeur, Unité de recherche en culture et santé mentale, Institut Lady Davis, Hôpital général juif (Montréal, Qc)

Eileen Luna-Firebaugh,
professeure émérite en droit et en politiques autochtones, Université de l'Arizona (Tucson, AZ)

Naiomi W. Metallic,
professeure adjointe et titulaire de la chaire du chancelier en droit et politiques autochtones, Faculté de droit Schulich, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Kent Roach, C.M., FRSC,
professeur et titulaire de la chaire Prichard-Wilson en droit et politiques publiques, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Philip C. Stenning,
professeur auxiliaire, Griffith Criminology Institute, Université Griffith (Queensland, Australie); professeur honorifique, Université du KwaZulu-Natal (Durban, Afrique du Sud); et professeur invité, Centre for Criminal Justice Studies, Université de Leeds (Leeds, Royaume-Uni)

John William Syrette,
chef de police, Service de police Anishinabek (Garden River, Ont.)

Norman E. Taylor,
président, The Global Network for Community Safety Canada Inc.; directeur de programme, Association canadienne des chefs de police, Études internationales pour cadres supérieurs; et rédacteur en chef, *Journal of Community Safety and Well-Being* (Oshawa, Ont.)

PLUS GRAND QUE LA SOMME DE SES PARTIES : VERS UNE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES AU CANADA

COMITÉ D'EXPERTS

Cassie J. Doyle (présidente),
ancienne sous-ministre, Ressources naturelles Canada; ancienne sous-ministre déléguée, Environnement et Changement climatique Canada; conseillère stratégique et ancienne directrice générale, Institut canadien international des ressources et du développement (Vancouver, C.-B.)

Fikret Berkes, MSRC,
professeur distingué émérite, Natural Resources Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Stan Boutin, MSRC,
codirecteur scientifique, Alberta Biodiversity Monitoring Institute; professeur et titulaire de la chaire de recherche Alberta Biodiversity Conservation en sciences biologiques, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Matt Carlson,
écologiste, ALCES (Ottawa, Ont.)

Thomas Dietz,
professeur, sociologie et sciences et politiques environnementales, Université d'État du Michigan (East Lansing, MI)

George Greene,
président-fondateur, Stratos Inc. (Ottawa, Ont.)

Bram Noble,
professeur, Département de géographie et de planification et École de l'environnement et de la durabilité, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Nancy Olewiler,
professeure, School of Public Policy, Université Simon-Fraser (Vancouver, C.-B.)

Rachel Olson,
co-chef d'équipe, Études sur le savoir et les usages traditionnels, Firelight Group (Vancouver, C.-B.)

Martin Olszynski,
professeur agrégé, Faculté de droit, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Kirstie E.M. Simpson,
conseillère en chef à la retraite, Gestion durable et intégrée des ressources, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, gouvernement du Yukon (Whitehorse, Yn)

Ione L. Taylor,
directrice générale, programme de maîtrise en direction appliquée au domaine des ressources terrestres et énergétiques, Département des sciences et du génie géologiques, Université Queen's (Kingston, Ont.)

Alain Tremblay,
conseiller principal en environnement, Hydro-Québec (Montréal, Qc)

LES PRINCIPAUX RISQUES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR LE CANADA

COMITÉ D'EXPERTS

L. John Leggat, FACG, (président),
ancien sous-ministre adjoint, Sciences et technologie, ministère de la Défense nationale (Ottawa, Ont.)

Elizabeth Beale,
ancienne présidente et directrice générale, Conseil économique des provinces de l'Atlantique; commissaire, Commission de l'écofiscalité du Canada; et associée, Harris Centre for Regional Policy, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Pierre Gosselin,
médecine-conseil, Institut national de santé publique du Québec; professeur de clinique, Université Laval et Institut national de la recherche scientifique; coordonnateur du programme santé, Ouranos; directeur, Centre collaborateur OMS-OPS sur la santé environnementale et de santé au travail au CHU de Québec – Université Laval (Québec, Qc)

Bronwyn Hancock,
vice-rectrice associée, recherche-développement, Collège du Yukon (Whitehorse, Yn)

Deborah Harford,
directrice générale, ACT (Adaptation to Climate Change Team), Faculté de l'environnement, Université Simon-Fraser (Burnaby, C.-B.)

Paul Kovacs,
directeur exécutif, Institut de prévention des sinistres catastrophiques (London, Ont.)

R Roger B. Street,
boursier de recherche, Environmental Change Institute, Université d'Oxford (Oxford, Royaume-Uni)

Le CAC tient à souligner l'importante contribution de Barry Smit, O. Ont., MSRC, professeur émétie, Université de Guelph (Guelph, Ont.).

PARTICIPANTS À L'ATELIER

Trevor Bell, MSRC,
professeur de recherche universitaire, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Alain Bourque,
directeur général, Ouranos inc. (Montréal, Qc)

Ian Burton, MSRC,
professeur émérite, Université de Toronto; chercheur indépendant et consultant (Toronto, Ont.)

Ashlee Cunsolo,
directrice, Labrador Institute, Université Memorial de Terre-Neuve (Happy Valley-Goose Bay, T.-N.-L.)

Darrel Danyluk, FACG,
président, D.J Danyluk Consulting Ltd. (Calgary, Alb.)

Ian de la Roche,
professeur auxiliaire, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Jimena Eyzaguirre,
spécialiste principale de l'adaptation aux changements climatiques, ESSA Technologies Ltd. (Ottawa, Ont.)

Kathy Jacobs,
directrice, Center for Climate Adaptation Science and Solutions, Université de l'Arizona (Tucson, AZ)

Ian Mauro,
principal, Richardson College for the Environment; co-directeur, Prairie Climate Centre, Université de Winnipeg (Winnipeg, Man.)

Deborah McGregor,
professeure agrégée, Osgoode Hall Law School, Université York (Toronto, Ont.)

Tamsin Mills,
spécialiste principal du développement durable, Ville de Vancouver (Vancouver, C.-B.)

Greg Paoli,
scientifique principal en matière de risques et directeur de l'exploitation, Risk Sciences International, Inc. (Ottawa, Ont.)

Barry Smit, O. Ont., MSRC,
professeur émétie, Université de Guelph (Guelph, Ont.)

Rudiger Tscherning,
professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Claudia Verno,
directrice des politiques en matière de changements climatiques et de risques de catastrophe, Initiatives stratégiques, Bureau d'assurance du Canada (Toronto, Ont.)

Elaine Wheaton,
climatologue et professeure auxiliaire, Université de la Saskatchewan; chercheuse émérite, Saskatchewan Research Council (Saskatoon, Sask.)

Angie Woo,
chercheuse principale, résilience et adaptation au regard des changements climatiques, Régie de la santé Fraser (Vancouver, C.-B.)

PRATIQUES EXEMPLAIRES POUR L'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

COMITÉ D'EXPERTS

Wendy Watson-Wright (présidente),
présidente-directrice générale, Ocean Frontier Institute (Halifax, N.-É.)

Axel Guenther,
professeur agrégé, Département de génie mécanique et industriel, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Jennifer MacLean,
directrice de la collaboration, NGen – Fabrication de prochaine génération (London, Ont.)

John Womersley,
Directeur général, European Spallation Source (Lund, Suède)

PARTICIPANTS À L'ATELIER

Kristiann Allen,
conseillère supérieure, INGSA, et conseillère supérieure (programme d'échange), Bureau de la Conseillère scientifique en chef (Ottawa, Ont.); ancienne chef de cabinet, Bureau du Conseiller scientifique en chef (Auckland, Nouvelle-Zélande)

Eric Cook,
président et directeur général, Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Paul Dugsin,
associé directeur, Magna Associates; associé directeur général, Raiven Capital (London, Ont.)

Jesse Heilman,
professeure adjointe, Département de physique, Université Carleton (Ottawa, Ont.)

Guy Levesque,
vice-recteur associé, Soutien à la recherche et infrastructure, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

David Moorman,
conseiller principal, Politiques et planification, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

Brent Myron,
directeur des opérations, CREAIT Network, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

John Newhook,
doyen, Faculté de génie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Jaimie Reath,
gestionnaire technique principal, Direction des biens immobiliers, Santé Canada (Ottawa, Ont.)

Tracy Ross,
directrice, Services aux membres, Actua (Ottawa, Ont.)

R. Sandra Schillo,
professeure adjointe, École de gestion Telfer, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Isaac Tamblyn,
agent de recherche, Conseil national de recherches du Canada (Ottawa, Ont.)

John P. Walsh,
professeur, School of Public Policy, Georgia Institute of Technology (Atlanta, GA)

LES INCIDENCES SOCIOÉCONOMIQUES POTENTIELLES DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS AU CANADA

COMITÉ D'EXPERTS

B. Brett Finlay, O.C., O.B.C., MSRC, MACSS (président),
professeur distingué titulaire de la chaire Peter Wall, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

John Conly, MD, C.M., MACSS,
professeur et codirecteur du Snyder Institute for Chronic Diseases, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Peter Coyte,
professeur Économie de la santé, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Jo-Anne R. Dillon, MSRC, MACSS,
directrice, Département de microbiologie et d'immunologie, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Greg Douglas, DMV,
ancient chef vétérinaire de l'Ontario, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales del'Ontario (Guelph, Ont.)

Ellen Goddard,
professeur et titulaire de la chaire d'études coopératives, Marchés et marketing agriculturels, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Louisa Greco,
associée Services de redressement et de transformation, McKinsey & Company (Toronto, Ont.)

Lindsay E. Nicolle, MD, MACSS,
professeure émérite, Rady Faculty of Health Sciences, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

David Patrick, MD,
dirigeant par intérim, Centre de contrôle des maladies de la Colombie-Britannique; professeur, University of British Columbia (Vancouver, C.-B.)

John F. Prescott, DVM, MACSS,
professeur émérite, Département de pathobiolgie, Université de Guelph (Guelph, Ont.)

Amélie Quesnel-Vallée,
titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques et inégalités sociales de santé, Université McGill (Montréal, Qc)

Richard Smith,
adjoint, Pro-Vice chancelier; professeur, économie de la santé, University of Exeter Medical School (London, Royaume-Uni)

Gerry Wright, MSRC,
directeur, Institut Michael G. DeGroote pour la recherche sur les maladies infectieuses, Université McMaster (Hamilton, Ont.)

VÉHICULES CONNECTÉS ET AUTOMATISÉS ET MOBILITÉ PARTAGÉE

COMITÉ D'EXPERTS

Jeannette Montufar, FACG, (présidente),
partenaire fondatrice et présidente-directrice générale, MORR Transportation Consulting Ltd. (Winnipeg, Man.)

Ann Cavoukian,
directrice générale, Global Privacy and Security by Design Centre (Toronto, Ont.)

Marie-Soleil Cloutier,
professeure, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS (Montréal, Qc)

Krzysztof Czarnecki,
professeur, génie électrique et génie informatique, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

Peter Frise, FACG,
professeur, Département de génie, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

Denis Gingras, FACG,
professeur, Département de génie électrique et de génie informatique (Sherbrooke, Qc)

Ted Graham,
directeur, Innovation ouverte, General Motors (Toronto, Ont.)

Jason Millar,
professeur adjoint, École de science informatique et de génie électrique, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Sandra Phillips,
présidente-directrice générale et fondatrice, movmi (Vancouver, C.-B.)

Dan Sinai,
cadre supérieur, division de l'innovation, IBM Canada (Toronto, Ont.)

John C. Spence, MACSS,
professeur et vice-doyen, Faculté de kinésiologie, des sports et des loisirs, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

David A. Wolfe,
codirecteur, Innovation and Policy Lab, Munk School of Global Affairs and Public Policy, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Naomi Zimmerman,
professeure adjointe, chaire de recherche du Canada sur le développement durable, directrice du iREACH Lab, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

TRANSITION DES NOUVEAUX TITULAIRES DE DOCTORAT VERS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

COMITÉ D'EXPERTS

Elizabeth Cannon, MSRC, FACG, (présidente),
rectrice et vice-chancelière émérite, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Marcelline Bangali,
professeure agrégée, Département des fondements et pratiques en éducation, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval (Québec, Qc)

Dwayne Benjamin,
professeur, Département d'économie; vice-doyen, études supérieures, Faculté des arts et des sciences, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

John (Jay) Doering, FACG,
vice-recteur associé (partenariats), Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Bryan Gopaul,
professeur adjoint, Warner School of Education and Human Development, Université de Rochester (Rochester, NY)

Diane Gray,
présidente-directrice fondatrice, CentrePort Canada; présidente du conseil d'administration de Mitacs (Winnipeg, Man.)

Tina Gruosso,
scientifique, recherche translationnelle, Forbius (Montréal, Qc)

Jennifer Polk,
cofondatrice, Beyond the Professoriate (Toronto, Ont.)

Susan Porter,
professeure clinique, Faculté de médecine, doyenne et vice-rectrice, études supérieures et postdoctorales, Université de la Colombie-Britannique; présidente, Association canadienne pour les études supérieures (Vancouver, C.-B.)

Reinhart Reithmeier, MACSS,
professeur, Département de biochimie; directeur du perfectionnement professionnel et de l'engagement des anciens, Institute of Medical Science, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

David Walters,
professeur agrégé, Département de sociologie et d'anthropologie, Université de Guelph (Guelph, Ont.)

Paul Yachnin,
professeur titulaire de la chaire d'études shakespeariennes Tomlinson, Département d'études anglaises, Université McGill (Montréal, Qc)

ANNEXE 4 : ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2019

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS 32

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 33

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS 34

ÉTAT DE L'EXPLOITATION 35

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE 36

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 37

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 38

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration,

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil des académies canadiennes, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019 et les états de l'évolution des actifs nets, l'état de l'exploitation et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil des académies canadiennes au 31 mars 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil des académies canadiennes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil des académies canadiennes de poursuivre son fonctionnement, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil des académies canadiennes ou de mettre un terme à son activité ou s'il n'y a aucune autre solution réaliste.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil des académies canadiennes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont jugées significatives s'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes canadiennes d'audit généralement reconnues, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique pendant l'audit entier. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative découlant d'une erreur, car la fraude peut comporter la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension des éléments de contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil des académies canadiennes.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi que des informations connexes fournies par celle-ci.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de la mise en pratique par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil des académies canadiennes de poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations sont insuffisantes, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations pourraient par ailleurs amener le Conseil des académies canadiennes à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation globale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et déterminons si les états représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante de contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parker Prins Lebano Comptables professionnelle agréés
Société professionnelle

Autorisée à exercer l'expertise comptable par l'organisation Comptables professionnels agréés de l'Ontario

Ottawa (Canada)

le 6 juin 2019

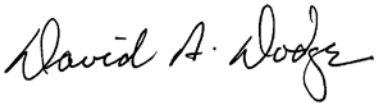
CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2019

ACTIF	2019		2018	
À COURT TERME				
Encaisse (note 12)	**36 589**	**$**	–	$
Comptes débiteurs (note 7)	**489 087**		205 278	
Frais payés d'avance (note 8)	**34 463**		45 901	
	560 139		251 179	
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE – ENCAISSE (note 11)	**1 143 849**		1 143 849	
IMMOBILISATIONS (note 4)	**84 716**		106 819	
	1 788 704	**$**	1 501 847	$

PASSIF				
À COURT TERME				
Dette bancaire (note 12)	**–**	**$**	72 411	$
Comptes créditeurs	**311 609**		205 965	
Revenu reportées	**333 246**		64 896	
Versements sur la dette à long terme (note 5)	**–**		14 726	
	644 855		357 998	
ACTIFS NETS				
Actifs nets sans restrictions	**(84 716)**		(106 819)	
Actifs nets investi dans les immobilisations	**84 716**		106 819	
Fonds de rémunération différée (note 11)	**1 143 849**		1 143 849	
	1 143 849		1 143 849	
	1 788 704	**$**	1 501 847	$

Au nom du conseil :



Directeur

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

ACTIFS NETS SANS RESTRICTIONS	2019		2018	
Solde, au début de l'exercice	**(106 819)**	**$**	(153 275)	$
Excédent des revenus sur les dépenses	**–**		–	
Ajouter : l'amortissement	**52 913**		71 037	
Moins : le montant investi dans les immobilisations	**(30 810)**		(24 581)	
Reconnaissance des apports reportés	**–**		66 380	
Affectation à fonds de rémunération différée	**–**		(66 380)	
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**(84 716)**	**$**	(106 819)	$
ACTIFS NETS INVESTI DANS LES IMMOBILISATIONS				
Solde, au début de l'exercice	**106 819**	**$**	153 275	$
Investi pendant l'exercice	**30 810**		24 581	
Moins : l'amortissement	**(52 913)**		(71 037)	
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**84 716**	**$**	106 819	$
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE (note 11)				
Solde, au début de l'exercice	**1 143 849**	**$**	1 077 469	$
Affectation à apports reportés (note 11)	**–**		66 380	
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**1 143 849**	**$**	1 143 849	$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

REVENUS	2019	2018
Revenu de placement	**24 108 $**	11 296 $
Ajouter : subvention	**3 550 000**	3 550 000
Revenus d'autres sources	**1 497 538**	1 694 949
	5 071 646	5 256 245
DÉPENSES		
Amortissement	**52 913**	71 037
Consultants d'évaluation	**102 873**	87 045
Opérations centrales	**262 073**	203 640
Gouvernance	**120 996**	133 398
Remboursements des membres de l'académie	**173 899**	173 409
Réunions des panélistes	**674 725**	875 808
Publications	**266 033**	158 998
Charges locatives	**312 130**	291 802
Salaires et avantages	**3 106 004**	3 261 108
	5 071 646	5 256 245
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	**– $**	– $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

	2019	2018
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	**– $**	– $
Éléments n'exigeant pas de mise de fonds :		
Amortissement	**52 913**	71 037
Affectation à fonds de rémunération différée	**–**	66 380
	52 913	137 417
Changement net aux postes hors caisse liés aux opérations :		
Comptes débiteurs	**(283 809)**	236 599
Frais payés d'avance	**11 438**	(34 641)
Comptes créditeurs	**105 644**	90 060
Revenu reportées	**268 350**	(92 580)
Contributions reportées	**–**	(66 380)
	154 536	270 475
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations	**(30 810)**	(24 581)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Anticipé de la dette à long terme	**(14 726)**	(28 372)
AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE	**109 000**	217 522
ENCAISSE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**1 071 438**	853 916
ENCAISSE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**1 180 438 $**	1 071 438 $
L'ENCAISSE COMPREND CE QUI SUIT :		
Fonds de rémunération différée – encasisse	**1 143 849 $**	**1 143 849** $
Encaisse (dette bancaire)	**36 589**	**(72 411)**
	1 180 438 $	**1 071 438** $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2019

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme sans but lucratif qui a été constitué en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en avril 2002 et qui a entrepris ses activités en 2005. Ses principaux buts sont de fournir une source d'évaluations d'experts et de conseils fondés sur les preuves scientifiques appropriées au sujet de questions d'intérêt public et de donner à la population canadienne une voix sur la scène scientifique nationale et internationale.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif et ils témoignent des politiques suivantes :

IMMOBILISATIONS

Dans le cas des biens immobilisés comprenant les meubles et accessoires, le matériel informatique, le logiciel et les améliorations locales, c'est le prix coûtant qui est indiqué. L'amortissement a été calculé comme suit selon la méthode de l'amortissement dégressif ou en ligne droite, la moitié de l'amortissement étant imputé à l'année d'acquisition :

Meubles et accessoires	30 % par année
Ordinateurs et logiciel	45 % par année
Améliorations locatives	10 ans

COMPTABILISATION DES REVENUS

L'organisation suit la méthode du report de l'impôt sur les contributions. Les contributions affectées sont reconnues en tant que revenus pour l'année au cours de laquelle les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont reconnues en tant que revenus à leur réception ou lorsqu'elles deviennent exigibles si le montant exigible peut être prévu raisonnablement et que sa réception est raisonnablement assurée.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers présentés au sien de l'état de la situation financière se composent de l'encaisse, des placements, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs. Le Conseil ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers pour des fins spéculatives et ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers dérivés.

4. IMMOBILISATIONS

	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	**2019 VALEUR NETTE**	2018 VALEUR NETTE
Meubles et accessoires	400 986 $	380 433 $	**20 553 $**	17 237 $
Ordinateurs et logiciel	636 743	572 580	**64 163**	87 315
Améliorations locatives	103 499	103 499	**–**	2 267
	1 141 228 $	1 056 512 $	**84 716 $**	106 819 $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COUNCIL OF CANADIAN ACADEMIES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2019

5. DETTE À LONG TERME

Prêt portant intérêt au taux de 5 % remboursable en paiements mensuels du capital et des intérêts de 2 490,21 $ au cours d'une période de 20 mois commençant le 1er février 2017.

	2019		2018	
Prêt	–	$	14 726	$
Moins la tranche exigible à court	–		14 726	
	–	$	–	$

6. CONTRIBUTIONS DE SUBVENTION REPORTÉES

La partie des revenus de subvention et des produits de l'intérêt reçus qui dépasse le montant des dépenses est reportée afin de compenser les dépenses des années futures.

7. COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs comprennent 283 714 $ de comptes clients et 205 373 $ de TPS à recevoir pour un total de 489 087 $.

8. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

Les frais payés d'avance consistent en dépôts d'hôtel de 14 576 $, assurance de responsabilité de 3 153 $, 736 $ de frais trimestriels de location de photocopieur payés d'avance, et un police d'assurance commerciale de 789 $, et avantages collectifs de 15 209 $, pour un total de 34 463 $.

9. ENGAGEMENTS

L'organisation a signé un bail à l'égard d'une période de quatre années commençant le 1er février 2016 et des contrats à l'égard du matériel de bureau. Les paiements annuels pour les trois prochaines années seront les suivants :

A/F 2020	153 701	$
A/F 2021	8 504	$
A/F 2022	8 504	$

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

En mars 2006, le Conseil a reçu une subvention de fondation d'un montant de 30 000 000 $. Celle-ci était destinée à aider aux activités de base du Conseil pour 10 ans. Le reste des fonds du Conseil peut être utilisé au gré du Conseil. Le Conseil a reçu 15 millions de dollars supplémentaires pour une période de cinq ans commençant en 2015-2016 avec le mandat de les utiliser de la manière prévue dans l'entente de financement.

11. FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE

D'après l'entente de financement initiale, un fonds restreint à une affectation interne a été créé pour réserver des fonds au passif potentiel en cas de départ. Le montant affecté au fonds de la rémunération différée relative au temps de travail du personnel dans l'entente de financement initiale est de 877 633 $ au 31 mars 2019. La direction du Conseil continue de gérer les risques associés à cette situation en collaborant étroitement avec les comités de vérification, des finances et des risques, accumulant un passif supplémentaire associé aux départs éventuels de membres du personnel de 266 216 $ après la période initiale visée par l'entente, ce qui porte le total du fonds de rémunération différée à 1 143 849 $ (il s'agissait de 1 143 849 $ en 2018).

12. DETTE BANCAIRE

La somme des soldes des différents comptes bancaires pour l'année est de 1 180 438 $. Un montant de 1 143 849 $ est affecté au fonds de rémunération différée et le montant résiduel net est présenté en tant que argent ou dette bancaire.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs ont été regroupés en conformité avec la présentation de l'année courante.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Council of Canadian Academies | Conseil des académies canadiennes

Conseil des académies canadiennes
180, rue Elgin, bureau 1401
Ottawa (Ontario) K2P 2K3
Tél. : 613-567-5000
www.rapports-cac.ca